

L'UE s'apprête à lever ses sanctions économiques contre le Burundi

RFI, 24/12/2021 L'Union européenne, qui avait prolongé dernièrement ses sanctions économiques, vient de décider en interne de lever les sanctions qui frappent le pays qui traverse une très grave crise économique. Gitega attend avec impatience son officialisation qui ne devrait pas tarder.

Cette fois semble être la bonne pour le gouvernement du Burundi. « C'est un très joli cadeau de nouvel an pour le gouvernement burundais », assure une source, en parlant de la décision prise en interne en début de semaine de lever les sanctions budgétaires contre Gitega. En place depuis cinq ans, ces sanctions avaient été prolongées récemment faute d'un consensus général. Cette fois, une solution au problème juridique qui bloquait leur levée a été trouvée selon ces sources, qui parlent de la difficulté à laquelle s'est heurté l'organisation européenne de transposer des sanctions prévues par l'Accord de Cotonou, à l'accord qui va le remplacer. « À Bruxelles, on met également en avant la reprise du dialogue politique avec le pouvoir burundais depuis février de cette année, après cinq ans de rupture totale. On met en avant également les gestes d'ouverture du président Evariste Ndayishimiye, qui a manifesté dit-on sa volonté de tourner la page de la crise de 2015. « C'est aussi le seul moyen de revenir dans le jeu et de pouvoir peser », explique une de nos sources. Officialisation prochaine Ce n'est pas l'avis de la députée européenne Maria Arena, qui rappelle que le gouvernement burundais vient de rejeter le rapporteur spécial de l'ONU sur le Burundi avant même sa nomination. « Le signal qu'a donné le président burundais ne va pas dans le sens d'une levée de sanctions », juge la députée européenne mais elle rappelle qu'au final « cette décision appartient au Conseil des ministres européens ». « C'est déjà acté », assure nos sources, qui parlent d'une officialisation de la décision lors du prochain Conseil des ministres en janvier.